

Convention collective

IDCC : 9731. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE, ÉLEVAGE, VITICULTURE,
ARBORICULTURE FRUITIÈRE, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX, CUMA ET ENTREPRISES DE DISTILLATION
(SAVOIE)**

(26 juin 1984)

(Etendue par arrêté du 16 janvier 1985,
Journal officiel du 25 janvier 1985)

■ *Journal officiel* du 26 août 2008

Arrêté du 19 août 2008 portant extension d'avenants à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture, d'élevage, de viticulture, d'arboriculture fruitière, les entreprises de travaux agricoles et ruraux, les coopératives d'utilisation de matériel agricole et les entreprises de distillation du département de la Savoie (n° 9731)

NOR : AGRFO820269A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2265-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1985 portant extension de la convention collective de travail du 26 juin 1984 concernant les exploitations de polyculture, d'élevage, de viticulture, d'arboriculture fruitière, les entreprises de travaux agricoles et ruraux, les coopératives d'utilisation de matériel agricole et les entreprises de distillation du département de la Savoie et les arrêtés successifs portant extension à ladite convention ;

Vu les avenants n° 80 du 16 novembre 2006 et n° 83 du 5 juillet 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 29 mai 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions des avenants n° 80 du 16 novembre 2006 et n° 83 du 5 juillet 2007 à la convention collective de travail du 26 juin 1984 concernant les exploitations de polyculture, d'élevage, de viticulture, d'arboriculture fruitière, les entreprises de travaux agricoles et ruraux, les coopératives d'utilisation de matériel agricole et les entreprises de distillation du département de la Savoie sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

L'avenant n° 80 du 16 novembre 2006 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-7 du code du travail (anciennement article L. 132-12), qui prescrit une révision quinquennale obligatoire de la classification des emplois, et à l'exclusion des termes : « sans que cela entraîne un changement de rémunération » figurant au huitième alinéa de l'article 1^{er}, comme étant contraires aux dispositions des articles L. 3221-3, L. 3221-4, L. 2261-22 (10°) et R. 2261-1 (anciennement articles L. 140-2 et L. 133-5 [4°]) du code du travail.

L'avenant n° 83 du 5 juillet 2007 est étendu sous réserve des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 août 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du bureau
de la réglementation du travail
et du dialogue social,*
M. VALOIS

Nota. – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/20, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26 rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.